

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

27 octobre 2008

LOI DE FINANCEMENT DE LA SÉCURITÉ SOCIALE POUR 2009 - (n° 1157)

Commission	
Gouvernement	

**AMENDEMENT**

N° 593

présenté par

Mme Marisol Touraine, M. Issindou, M. Mallot, Mme Génisson,  
Mme Hoffman-Rispal, Mme Clergeau, Mme Delaunay, M. Juanico,  
M. Néri, M. Christian Paul, Mme Andrieux, M. Bacquet, M. Bapt,  
Mme Bouillé, Mme Boulestin, M. Cahuzac, Mme Crozon, M. Eckert,  
M. Féron, Mme Filippetti, Mme Langlade, Mme Lemorton, M. Jean-Marie Le Guen,  
Mme Orliac, Mme Pinville, M. Renucci, M. Roy, M. Terrasse  
et les membres du groupe Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

-----  
**ARTICLE 58**

I. – À la première phrase de l'alinéa 17, supprimer les mots :

« d'entreprise ou ».

II. – En conséquence, à la même phrase du même alinéa, supprimer les mots :

« ou du groupe ».

**EXPOSÉ SOMMAIRE**

Le plan d'action ne requiert pas l'accord des syndicats ou des délégués du personnel puisqu'il est simplement soumis à leur avis. Dans le cas où il n'y a pas d'accord au niveau d'un groupe, il est juste qu'une entreprise membre ou filiale de ce groupe qui aurait elle-même engagé des démarches ne soit pas pénalisée. En revanche, l'absence d'accord au niveau d'une entreprise ne doit pas servir de prétexte à l'adoption d'un plan d'action dont les objectifs ne feraient l'objet d'aucune appréciation. Si l'on veut que la perspective d'une pénalité soit effectivement dissuasive, il convient de s'assurer que le plan d'action adopté fait l'objet d'une évaluation tant dans son contenu que dans sa mise en oeuvre.